



Pour publication immédiate

Engagement historique des chefs d'État africains pour une meilleure couverture vaccinale en Afrique

31 janvier 2017, Addis-Abeba (Éthiopie) – Ce jour, les chefs d'État africains ont adopté la [Déclaration d'Addis-Abeba sur la vaccination](#), encore appelée « Déclaration ministérielle sur l'accès universel à la vaccination ». Il s'agit d'un engagement historique et opportun visant à faire en sorte que chaque personne en Afrique, qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, tire pleinement profit des avantages liés à la vaccination. Cette déclaration a été adoptée à l'occasion du 28^e Sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Si l'Afrique a enregistré d'énormes progrès en matière d'accès à la vaccination au cours des 15 dernières années, ces avancées ont commencé à stagner et le continent africain reste aujourd'hui à la traîne en ce qui concerne la réalisation des cibles mondiales de vaccination. À titre d'exemple, un enfant sur cinq en Afrique n'a toujours pas accès aux vaccins salvateurs de base. Par conséquent, les maladies évitables par la vaccination continuent de causer de nombreux décès. La rougeole à elle seule cause chaque année près de 61 000 décès évitables en Afrique.

« Nous savons que l'accès de tous à la vaccination en Afrique est un objectif que nous pouvons atteindre », a déclaré la présidente sortante de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma. « La Déclaration d'Addis-Abeba sur la vaccination est un engagement sans précédent ; avec le soutien politique au plus haut niveau des États, nous sommes plus que jamais près de faire en sorte que tous nos enfants bénéficient de chances égales pour une vie saine et productive », a-t-elle ajouté.

La Déclaration d'Addis-Abeba sur la vaccination invite les États à investir davantage sur le plan politique et financier dans leurs programmes de vaccination. Cette Déclaration contient 10 engagements, à savoir : l'augmentation des fonds destinés à la vaccination, le renforcement des chaînes d'approvisionnement et des systèmes de prestation, tout en faisant de l'accès aux vaccins un élément fondamental des efforts consentis en matière de santé et de développement.

D'après le Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, « La vaccination compte parmi les mesures les plus efficaces disponibles au service de la santé publique. En donnant à chaque enfant un début de vie sain, nos communautés prospèrent et nos économies connaissent une croissance plus forte. Un tel soutien de la part des chefs d'État est une avancée significative dans nos efforts pour la réalisation d'un accès universel à la vaccination et, partant, pour l'amélioration de la santé infantile et pour l'impulsion donnée au développement durable partout en Afrique. »

Moins de 15 pays africains financent plus de 50 % de leurs programmes nationaux de vaccination. Alors que l'Afrique tend vers l'éradication de la poliomyélite, on s'attend à une baisse des fonds essentiels alloués à la vaccination à travers le programme d'éradication de cette maladie. En outre, dans les années à venir, les pays qui aspirent au statut de pays à revenu intermédiaire cesseront de bénéficier du soutien de l'Alliance du vaccin (Gavi) en matière de vaccination. Par conséquent, les États doivent redoubler d'efforts pour faire de la couverture vaccinale nationale une priorité.

« Notre travail ne sera pas achevé tant qu'un seul enfant africain n'aura pas accès à la vaccination », a déclaré le Dr Ala Alwan, Directeur du Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale. « Par un savant dosage entre volonté politique, ressources financières et prouesses techniques, l'Afrique peut, et endiguera certainement la vague de maladies évitables par la vaccination », a-t-il précisé.

Grâce à un leadership fort et un investissement accru, l'amélioration de l'accès à la vaccination est à portée de main. Par exemple, en 2010, l'Éthiopie a construit 16 000 nouveaux centres de santé, acheté des réfrigérateurs solaires sans batterie pour la conservation des vaccins et bâti un réseau d'agents de santé et de volontaires communautaires pour accroître l'accès à la vaccination dans tout le pays. Depuis que ces investissements ont été réalisés, l'Éthiopie a fait des progrès remarquables et le taux de couverture vaccinale y est passé de 61 % en 2010 à 86 % en 2015.

« La vaccination est l'un des meilleurs moyens pour un État d'investir pour son avenir », a affirmé S.E., le Professeur Yifru Berhan Mitke, ministre éthiopien de la Santé. « Nous devons faire davantage pour protéger tous nos enfants des maladies évitables, non seulement parce que c'est ce qu'il est bon de faire, mais aussi parce que cela est important du point de vue économique. Lorsque nos enfants sont en bonne santé, nos familles, nos communautés et nos pays sont prospères. »

La Déclaration d'Addis-Abeba sur la vaccination a été rédigée et signée par les ministres de la Santé, ainsi que d'autres ministres concernés lors de la Conférence ministérielle sur la vaccination en Afrique (MCIA) qui s'est tenue en février 2016 à Addis-Abeba. La MCIA était la première rencontre jamais organisée au niveau ministériel consacrée à l'accès des enfants de tout le continent à des vaccins salvateurs. Pour orienter la mise en œuvre de la Déclaration d'Addis-Abeba, une feuille de route est en cours d'élaboration en étroite collaboration avec les Bureaux régionaux de l'OMS pour l'Afrique et pour la Méditerranée orientale, la Commission de l'Union africaine et les partenaires en matière de vaccination.

« En adoptant cet engagement historique qui permettra à un plus grand nombre d'enfants africains d'accéder à des vaccins salvateurs où qu'ils se trouvent, les dirigeants africains font preuve d'un sens élevé de leadership », a déclaré le Dr Ngozi Okonjo-Iweala, présidente du conseil de Gavi. « Il ne nous reste plus qu'à traduire cet engagement dans les faits sous la forme de financements durables en faveur de la vaccination. L'Alliance, quant à elle, est prête à soutenir la couverture vaccinale afin qu'ensemble, nous puissions créer un avenir meilleur pour nos communautés à travers le continent », a-t-elle conclu.

Pour plus d'informations, bien vouloir contacter :

Wynne Musabayana
Chef de la Division de la Communication
musabayanaw@africa-union.org
Commission de l'Union africaine

Collins Boakye-Agyemang
Conseiller régional à la communication
boakyeagyemangc@who.int
Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique (WHO/AFRO)

Rana Sidani
Fonctionnaire principal chargé de la communication
sidanir@who.int
Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale (WHO/EMRO)